



15 mars 2011

## Consultation publique de l'Arcep sur la Montée en débit via l'accès à la boucle locale de cuivre de France Télécom

### Réponse de la FNCCR

La proposition s'ouvre sur un constat désabusé, présenté comme une évidence insurmontable puisqu'aucun jugement de valeur ne l'accompagne :

*En effet, la plupart des projets [de montée en débit] ont vocation, en général, à être mis en œuvre à l'initiative des collectivités territoriales, les opérateurs de détail n'ayant pas d'intérêt direct à les engager sur leurs fonds propres, dans la mesure où une telle opération représente pour eux des coûts importants et des perspectives de revenus limitées, compte tenu de la facturation forfaitaire du haut débit en France.*

Elle se poursuit par cette indication très pince-sans-rire, compte tenu de ce qui est dit ci-dessus :

*France Télécom devra compenser, vis-à-vis des opérateurs dégroupés, l'impact négatif de cette opération de réaménagement du NRA d'origine, notamment au regard des investissements que ceux-ci ont déjà consentis et qui seront, pour partie, perdus (coûts échoués).*

Indication qu'il faut évidemment interpréter en retenant que les collectivités devront se substituer à France Télécom pour financer, directement ou indirectement, ladite compensation.

**La FNCCR ne peut souscrire à cette démarche.**

#### **1/ Il revient aux opérateurs de financer intégralement la montée en débit**

La FNCCR constate que l'Arcep dénombre en France plus de 700 opérateurs. Elle en déduit que les communications électroniques constituent assurément un marché porteur et attractif. Elle estime en conséquence qu'il n'est pas justifié de laisser les opérateurs décider unilatéralement de ce qu'ils voudront bien financer par eux-mêmes, surtout dans un domaine qui est au cœur de leur activité.

Elle n'exprime pas d'opinion sur les mérites de la technique, présentée comme préférentielle, de montée en débit par mono-injection au niveau des sous-répartiteurs. Elle suppose cependant qu'il s'agit d'une technique dont les coûts moyens de mise en œuvre sont connus et dont les recettes supplémentaires associées seront aisément chiffrables. Même généralisée, cette technique n'entraînerait que des dépenses marginales, rapportées au chiffre d'affaires des opérateurs.

La FNCCR jugerait donc parfaitement légitime qu'il soit imposé aux opérateurs présents dans les répartiteurs, en considération de leur assise financière,

- de financer intégralement la mise en œuvre de cette technique de montée en débit. L'exemple récent de certains pays comme la Finlande s'inscrit dans cette logique, en imposant dans le service universel à tous les opérateurs un accès Internet à au moins 2 Mb/s, élément qui est maintenant possible dans le cadre de l'évolution de la réglementation européenne ;
- de respecter, ce faisant, le calendrier de déploiement établi par les collectivités, de façon consensuelle dans l'immédiat, et ultérieurement dans le cadre du schéma directeur territorial d'aménagement numérique, lorsque celui-ci sera opérationnel.

#### **2/ Ce financement est la conséquence pour les opérateurs de leur mutisme sur leurs intentions de déploiement en très haut débit**

On pourrait objecter que les montants consacrés par les opérateurs pour la montée en débit seront indisponibles pour le très haut débit. L'objection ne tient pas : d'une part, les sommes respectivement en jeu ne sont pas comparables ; d'autre part, la montée en débit concerne des zones où précisément les opérateurs n'ont pas l'intention d'investir dans le très haut débit ; enfin, les dépenses des opérateurs pour la montée en débit seront autant de ressources supplémentaires pour les collectivités en vue d'investir dans le très haut débit là où précisément les opérateurs ne voudront pas investir.

Un autre avantage attaché à demander aux opérateurs de financer la montée en débit sera d'éviter aux collectivités d'investir lourdement dans ce domaine, alors qu'elles ignorent les intentions de déploiement en très haut débit des opérateurs. Il est à redouter que le récent appel à « manifestations d'intentions d'investissement » n'apporte aucune assurance à cet égard puisque le Commissariat général à l'équipement n'envisage pas de communiquer les données récoltées, mais seulement des documents cartographiques agrégés.

Les collectivités pourront donc se consacrer entièrement au développement des RIP, et les difficultés attachées à la connaissance des réseaux et infrastructures, telle que prévue par la loi CEN du 21 juin 2004, seront bien suffisantes pour leur compliquer la tâche.

### **3/ La péréquation prévue par la loi Pintat pourrait faciliter un tel financement**

La FNCCR ne conteste pas l'analyse de l'Arcep selon laquelle certains petits opérateurs ne pourraient financer le transfert de leurs équipements du répartiteur vers les sous-répartiteurs. Il lui semble que l'occasion serait bonne, pour surmonter cette difficulté, de mettre enfin en œuvre « *la péréquation des coûts et des recettes des maîtres d'ouvrage sur le périmètre de chacun des schémas directeurs concernés* » mise en avant par la loi « Pintat » du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique.

Le raisonnement serait le suivant. Les aides du fonds d'aménagement numérique des territoires (FANT) visent le déploiement du très haut débit, elles sont attribuées en tenant compte de la péréquation des coûts et des recettes. Mais la loi ne circonscrit pas explicitement les coûts et les recettes péréquées au seul domaine du très haut débit. Il serait donc possible de s'appuyer sur la loi « Pintat » pour mettre en œuvre la péréquation des coûts et des recettes des opérateurs sur le haut débit, sans attendre le très haut débit.

On remarquera que rien, dans le raisonnement ci-dessus, ne justifierait que les aides du FANT soient attribuées pour la seule montée en débit. Ce détournement des aides constituerait un gaspillage et un éparpillement des ressources à quoi la FNCCR reste résolument opposée.

### **4/ La montée en débit doit être intégrée dans le cadre des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique**

L'optimisation des financements disponibles nécessite une coordination entre les initiatives privées et publiques de desserte numérique du territoire. C'est très clairement l'objet des SDTAN, que la loi « Pintat » a intégrés à l'article L.1425-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il convient donc que les opérations de montée en débit, initiées par des opérateurs ou, à titre exceptionnel par des collectivités territoriales, soient intégrées dans les SDTAN, de manière à ce qu'elles n'entrent pas en concurrence avec le déploiement du très haut débit sur le même territoire.

Il conviendrait également que, sur les territoires où un SDTAN est approuvé ou en cours d'élaboration, les opérations de montée en débit ne soient possibles que si elles sont inscrites dans ce schéma directeur et donc, compatibles et cohérentes avec les actions prévues, notamment, comme précité, avec le déploiement du FTTH.

-----